

RDC : Pouvoir et opposition signent l'accord sur un départ de Kabila

@rib News, 01/01/2017 - Source Reuters Les dirigeants de l'opposition de RDC ont signé samedi un accord avec le parti de Joseph Kabila qui prévoit que le chef de l'Etat quitte le pouvoir après des élections qui devront se tenir d'ici la fin 2017. [Photo : L'archevêque Fridolin Ambongo, de la Conférence épiscopale (Cenco), lors de la signature de l'accord, le 1er janvier 2017 à Kinshasa.]

Les médiateurs de l'Eglise catholique de la République démocratique du Congo faisaient pression sur les deux camps depuis des semaines pour qu'ils signent l'accord, destiné à éviter que le pays ne bascule dans l'anarchie, voire une nouvelle guerre civile, après la décision de Kabila de se maintenir au pouvoir malgré l'expiration de son mandat voici plus d'une semaine. "Aujourd'hui, nous sommes heureux de présenter un compromis", a déclaré Mgr Marcel Utembi, président de la conférence épiscopale de RDC, avant que des représentants du parti de Kabila, dont les ministres des Mines et de l'Intérieur, respectivement Martin Kabwelulu et Emmanuel Shadary, signent l'accord avec la principale alliance de l'opposition. L'accord interdit au président congolais de modifier la constitution pour briguer un troisième mandat, avait déclaré dès vendredi Mgr Marcel Utembi, lorsque l'accord avait été trouvé entre les parties prenantes. Les partis impliqués dans la médiation se sont également entendus sur la nomination d'un Premier ministre issu du principal bloc de l'opposition. C'est à lui que reviendra la tâche de superviser la transition. Si les parties respectent l'accord, il permettra le premier transfert pacifique du pouvoir en RDC depuis son accession à l'indépendance en 1960. D'énormes obstacles demeurent néanmoins. La commission électorale a estimé que des élections ne seraient sans doute pas possibles avant 2018, et beaucoup doutent que Joseph Kabila ait véritablement l'intention de quitter le pouvoir. Plusieurs de ses partisans ont émis récemment l'idée de modifier la Constitution pour lui permettre de briguer un nouveau mandat, ce que d'autres dirigeants africains ont fait. C'est par l'impossibilité financière et logistique de tenir un scrutin avant avril 2018 que le pouvoir avait justifié ces derniers temps le maintien de Kabila à la tête de l'exécutif au-delà de l'expiration de son mandat, le 20 décembre. Depuis lors, des manifestations et des violences ont fait au moins 40 morts en RDC, selon l'Onu, qui a dénoncé un usage excessif de la force. Des centaines de personnes ont en outre été arrêtées. RDC: pouvoir et opposition signent l'accord de sortie de crise AFP, 01/01/2017 La majorité et l'opposition en République démocratique du Congo ont signé samedi l'accord organisant la transition après la fin du mandat du président Joseph Kabila le 20 décembre et l'élection de son successeur, après plus de 13 heures de négociations, a constaté un journaliste de l'AFP. L'accord conclu sous la médiation des évêques autorise M. Kabila à demeurer à la tête du pays jusqu'à "fin 2017", en contrepartie de la création d'un Conseil national de transition (CNT) présidé par l'opposant historique Étienne Tshisekedi et la nomination d'un Premier ministre issu de sa coalition "le Rassemblement". Les participants aux négociations ont également décidé de tenir "fin 2017" la présidentielle en vue de l'élection du successeur de M. Kabila, au pouvoir depuis 2001 et à qui la Constitution interdit de se représenter. Et ce en même temps que les élections législatives nationales et provinciales. "La majorité a signé sous réserve", a déclaré le ministre des Médias Lambert Mende, estimant que le refus de signer du Mouvement de Libération du Congo (MLC) de l'ancien vice-président de la République Jean Pierre Bemba, détenu à La Haye par la CPI, "enlève à l'accord son caractère inclusif". - Présidentielle 'fin 2017' - Le MLC a refusé de signer l'accord, le qualifiant "d'arrangement bipartite entre la majorité et le Rassemblement" à qui la présidence de la CNT et le poste de Premier ministre ont été attribués, a protesté son secrétaire général Eve Bazaiiba. Mais les parties à cet accord ont acté qu'après "son second et dernier mandat, le président Kabila ne briguera pas un troisième mandat", a déclaré Mgr Utembi, président de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco). En deuxième lieu, les signataires ont convenu qu'"aucune tentative de révision de la Constitution ne sera entreprise" pendant la transition, a ajouté le prélat catholique, au sujet de ce point de blocage qui a fait l'objet d'intenses tractations depuis 09h00 (08h00 GMT). Les évêques ont promis de suivre et de trouver rapidement une solution au cas de l'opposant Moïse Katumbi, condamné à trois ans de prison dans une affaire de spoliation d'immeuble et sous la menace d'un procès pour recrutement de mercenaires, mais officiellement en soins médicaux à l'étranger. La RDC n'a jamais connu de transition pacifique du pouvoir depuis son indépendance de la Belgique en 1960. Entre 1996 et 2003, ce pays a été ravagé par deux guerres qui ont fait au moins trois millions de morts, et sa partie orientale reste déchirée par de multiples conflits armés depuis plus de vingt ans. (adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});